

Intermittents du spectacle

La nouvelle convention d'assurance chômage,

qui réduit les droits de la plupart des chômeurs, dégrade fortement ceux des plus précaires comme les artistes et techniciens du spectacle.

1 Sacré grisbi. Un milliard d'euros!

C'est ce que coûterait le régime d'assurance chômage des intermittents du spectacle à l'Unedic, (106000 allocataires), à en croire le Medef qui s'arc-boutait sur ce chiffre lors des dernières négociations sur l'assurance chômage. «Évoquer un déficit d'un milliard des annexes 8 et 10⁽¹⁾ de l'assurance chômage est une approche purement comptable, qui n'a guère de sens. Si ce régime spécifique était supprimé, le déficit ne passerait pas à zéro. Les intermittents basculeraient alors dans le régime général et continueraient à bénéficier de droits conséquents alors que leurs cotisations baisseraient de 100 millions», écrit le parlementaire Jean-Patrick Gille, auteur dans un rapport sur le sujet. L'Unedic a calculé qu'en cas de suppression du régime spécifique, les économies seraient au mieux de 320 millions d'euros, compte tenu des allocataires à réintégrer

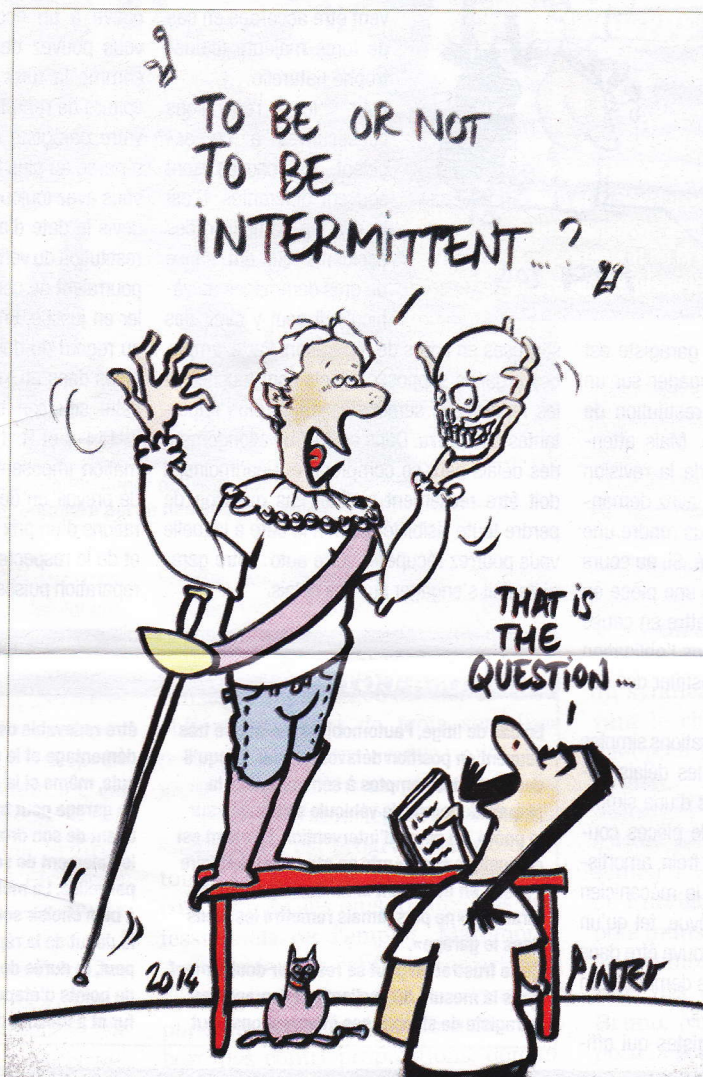
au régime général... En juin 2013, le ministre du travail, Michel Sapin, rappelait par ailleurs que «l'assurance chômage, qui relève de la protection sociale, est bâtie sur une logique de solidarité interprofessionnelle [...] Il est logique que ceux qui connaissent le plus de risques, bénéficient de l'appui de ceux qui ne connaîtront pas ou peu

activité réduite qui autorisait à cumuler une activité avec une allocation chômage. Or, le nombre de personnes en activité réduite a triplé en dix ans pour atteindre 1,3 million», précise Denis Gravouil, secrétaire général CGT de la fédération du spectacle. Le différé d'indemnisation réservé jusqu'ici aux intermittents aux revenus les

mittents, elle revendique la mise en place d'une annexe unique garantissant l'égalité de traitement entre artistes et techniciens. La condition pour ouvrir des droits serait fixée à 507 heures de travail sur douze mois, comme cela était le cas avant le durcissement du régime en 2003. Seraient prises en compte les périodes de maladie, maternité et accidents du travail. En effet, à l'heure actuelle, les périodes de maladie ne sont par exemple pas prises en compte. Comme pour les salariés du régime général, elle revendique la continuité des droits attachés à la personne entre travail et chômage dans le cadre d'une sécurité sociale professionnelle. Pour financer ces mesures, la CGT propose une surcotisation des contrats précaires, qui coûtent la bagatelle 8,5 milliards d'euros à l'Unedic, ar-

guant du fait qu'il est normal que les employeurs assument financièrement les conséquences de leur politique.

4 Sans surprise, les intermittents se sont fortement mobilisés pour dénoncer la convention censée entrer en vigueur le



Les attaques contre le régime des intermittents s'inscrivent dans la politique d'offensive contre la protection sociale.

Denis Gravouil, secrétaire général de la fédération CGT du spectacle

ASSURANCE CHÔMAGE Négociation

La CGT a décidé d'ester en justice l'accord sur l'assurance chômage, conditions déloyales qui ont pr... La «loyauté» est en effet une exigence commence à en définir quand, par exemple, le Medef s'obstine à ne pas vouloir discuter avec les seules... «Se moquer ainsi de la CGT, c'est une insulte», ont-ils choisi comme première... les représenter», souligne la CGT.

DISCOURS Contre

Un sondage révèle que... que «les p... livrent à

Le
ob
les
au
La
tio
con
ler
sur

Baroutheau

A
e

Le
ho
me
bie
tiq
an
an
étr
un
con
con

ANC
iat

d'este
l sur l'
les qu
en eff
à en
le, le M
avec les
de la C
me pr
soulign

C

Un
rév
que
livr
fac
rog
d'u
niel
et
ghr

C
S

Le
Pie
pat
éle
une
l'an
de
baï
baï

■ ASSURANCE CHÔMAGE

Négociation déloyale

La CGT a décidé d'ester en justice pour demander l'annulation de l'accord sur l'assurance chômage en raison des conditions déloyales qui ont prévalu dans les négociations. La «loyauté» est en effet une règle du droit et la jurisprudence commence à en définir les principes. Quelle loyauté quand, par exemple, le Medef suspend la séance pour continuer de discuter avec les seules organisations de son choix ? *«Se moquer ainsi de la CGT, c'est se moquer des salariés qui l'ont choisie comme première organisation syndicale pour les représenter»*, souligne la CGT. ■